



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°23 – du 24 au 30 juin 2022

## En bref

- Selon le Gouverneur de la [Banque d'Angleterre](#), l'inflation devrait être plus élevée au Royaume-Uni que dans les autres grandes économies et persister plus longtemps que prévu, en raison du système de fixation des prix de l'énergie pour les consommateurs britanniques.

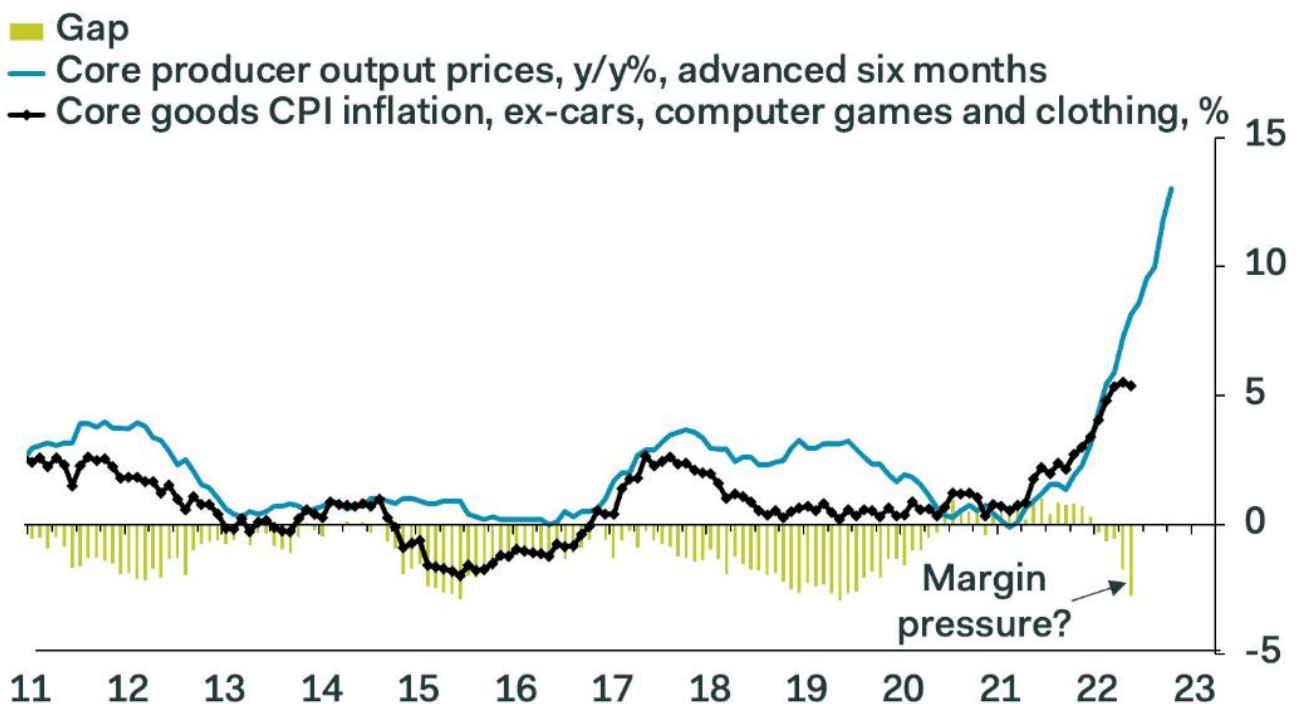
- Alors que plusieurs syndicats de la fonction publique demandent des hausses de salaires de plus de deux chiffres, le *Chief Secretary* du Trésor britannique [prévient](#) les fonctionnaires que les revalorisations salariales n'excéderont pas le niveau de l'inflation.

## LE CHIFFRE À RETENIR

-41

L'indice de référence évaluant la confiance des consommateurs ([GfK](#)) atteint un point bas historique, atteignant - 41 en juin, en recul de 1 pt sur un mois.

## Graphique de la semaine : La pression sur les marges des producteurs s'intensifie depuis le début de l'année.



Source : Pantheon Macroeconomics

**Clé de lecture :** Les producteurs ne répercutent pas sur le consommateur la totalité de l'augmentation de leurs coûts de production et à ce titre continuent pour le moment de comprimer leurs marges.

## Actualité macro-économique

L'[inflation](#) a encore accéléré à 9,1% en mai en glissement annuel, après 9,0% en avril, tirée par les prix de l'alimentation et de l'énergie.

Le niveau élevé de l'inflation au Royaume-Uni est dû en grande partie à des chocs externes, plutôt qu'à une croissance monétaire excessive, selon l'économiste en chef de la [Banque d'Angleterre](#) – Dans son discours lors de la *Stifung Geld und Währung Conference* en Allemagne, Huw Pill a tout de même estimé pertinent de suivre l'évolution de la masse monétaire par les banquiers

centraux afin de ne pas mettre en danger la stabilité de long terme.

## Actualité commerce & investissement

**Le comité du commerce international à la Chambre des communes [signale](#) les difficultés rencontrées au cours de la procédure de ratification de l'accord de libre-échange avec l'Australie** – Mentionnant les divers freins posés par le gouvernement (réponses et audition de la ministre reportées), le comité, en charge d'établir un rapport sur l'accord, annonce n'avoir pas été en mesure de conclure son travail pendant la période d'examen (21 jours de séance avec une possible prolongation). Le comité exhorte, ainsi, le gouvernement d'étendre la procédure et les députés de la Chambre de voter contre la ratification en vue de prolonger la période d'examen. En outre, le comité requiert à l'avenir de pouvoir mener une audition de la ministre au commerce international avant d'entamer la période d'examen de tout Accord de Libre-Echange.

**Le Royaume-Uni soutient la décision sur la modernisation du traité sur la Charte de l'énergie (TCE) en vue de renforcer « la stratégie britannique en matière de sécurité énergétique »** – Pour mémoire, le TCE, signé par 53 membres, est un accord d'investissement qui établit un cadre plurilatéral pour la coopération dans le secteur énergétique depuis 1994. La réforme renforce et garantit le droit de réguler des Etats pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions, notamment dans le cadre des engagements de l'Accord de Paris. Plus particulièrement, le Royaume-Uni s'engage à ce que la protection juridique

cesse pour tout nouvel investissement dans les énergies fossiles après l'entrée en vigueur de la version modernisée du Traité, prévoyant cependant des exceptions pour certaines infrastructures gazières intégrant la capture et le stockage de carbone. S'agissant des investissements existants, ces derniers perdront la protection juridique 10 ans après l'entrée en vigueur du traité révisé, à l'exception des investissements existants dans le charbon qui perdront la protection du TCE dès le 1<sup>er</sup> octobre 2024. A noter que seuls l'Union européenne et le Royaume-Uni ont pris des engagements de cette nature.

**La ministre au commerce britannique, Anne-Marie Trevelyan [justifie](#) la décision de gouvernement de maintenir des mesures de sauvegarde sur l'acier devant la Chambre des communes** – Confrontée à des critiques croissantes, la ministre a rappelé devant les parlementaires la nécessité de protéger l'industrie sidérurgique au vu du contexte géopolitique et économique. Faisant référence au réexamen global (et non pas produit par produit) de la *Trade Remedy Authority* reconnaissant « l'existence d'un préjudice grave ou une menace de préjudice grave » pour les producteurs britanniques, la ministre a justifié sa décision de prolongation pour deux années supplémentaires des mesures de sauvegardes pour cinq catégories de produits. En parallèle, la ministre a annoncé la suspension des mesures de sauvegarde pour les produits sidérurgiques ukrainiens (pour mémoire, cette mesure a été également annoncée par l'UE en avril dernier).

**Un [rapport](#) du Centre for inclusive trade policy et du think-tank UKTPO préconise au gouvernement d'accroître les mesures climatiques dans sa politique commerciale** – Selon le rapport, 46% des émissions générées par la consommation britannique sont liées aux importations. Aussi le rapport préconise-t-il une coordination des

Britanniques avec l'UE, notamment sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). En outre, le rapport invite le Royaume-Uni à croître sa participation au sein de « clubs » ou « alliances » climatiques permettant de coopérer, notamment, dans l'organisation des chaînes d'approvisionnement à faibles émissions. En complément, le soutien aux pays en développement doit être également garanti en vertu du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. De manière générale, le rapport invite également le gouvernement britannique à participer aux discussions sur l'élaboration de méthodologies d'évaluation des émissions incorporées qui permettraient de faciliter l'adoption de mesures respectueuses du climat et de l'environnement.

**Selon le ministère du commerce international, en 2021-22, 1589 projets d'IDE ont été accueillis au Royaume-Uni** – Plus précisément, parmi ce total, 907 projets sont des nouveaux investissements, 466 sont des expansions d'investissements déjà existants et 216 représentent des fusions et acquisitions. D'un point de vue sectoriel, les investissements ont principalement été dirigés vers les services informatiques, les infrastructures, les services financiers et le renforcement des chaînes d'approvisionnement. Les Etats-Unis (379 projets), la France (84), le Canada (59), l'Irlande (52) sont les principaux investisseurs étrangers au Royaume-Uni.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**La Financial Conduct Authority (FCA) donne des orientations sur l'intégration des dimensions ESG sur les marchés de capitaux** – Dans ce [document](#), la FCA voit un rationnel clair en faveur de la supervision réglementaire de certaines données et des fournisseurs de notations ESG. Elle plaide également pour une approche réglementaire cohérente à l'échelle mondiale, éclairée par les recommandations sur les données et les notations ESG élaborées par l'organisme international compétent (IOSCO) en 2021.

**Le Royaume-Uni publie un examen de son régime de lutte anti-blanchiment** – Le Trésor britannique a publié 3 rapports de revue de son [régime](#), la mise en œuvre du [règlement sur le blanchiment de 2017](#) et la mise en œuvre du [règlement sur la surveillance](#) des *Professional Body Anti-Money Laundering and Counter Terrorist Financing Supervision* (OPBAS).

**La Banque d'Angleterre publie ses [règles de classement](#) des chambres de compensation fournissant des services à des contreparties établies au RU, en fonction de l'évaluation de leur degré de systémicité.**

## 2 Banques et assurances

**La Banque d'Angleterre a publié son rapport climatique** – Dans ce troisième [rapport](#) en ligne avec les recommandations de la TCFD (groupe de travail international sur le reporting climatique des institutions financières), la Banque d'Angleterre définit son approche et rend compte de sa gestion des risques liés au changement climatique dans l'ensemble de ses fonctions et opérations stratégiques.

**Le Chancelier de l'Echiquier échange avec les groupes d'assurance sur la réforme en cours de la réglementation prudentielle du**

**secteur** – Une douzaine de PDG ont été [réunis](#) pour faire un point d'étape sur cette réforme, qui viserait notamment à accroître les investissements des assureurs dans des infrastructures de long terme. Aucun élément précis n'a filtré sur cette rencontre. Une [consultation](#) est actuellement en cours et prendra fin le 21 juillet.

**Le nouveau sous-comité parlementaire sur les services financiers examine les projets de règles prudentielles applicables aux petites banques** – Les [parlementaires](#) s'intéressent notamment la [proposition du régulateur prudentiel](#) (PRA) autour d'un « cadre solide et simple » pour les plus petits établissements bancaires. Des [contributions](#) écrites de la part des acteurs extérieurs sont attendues par les parlementaires d'ici le 11 juillet.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Carole Lebreton et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)